



إحصائيات موريتانيا
PARIS
21! Partnership in statistics
for development
in the 21st century

RAPPORT NATIONAL SUR LE SOUTIEN A LA STATISTIQUE EN MAURITANIE



TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ABREVIATIONS	3
.....
AVANT PROPOS	4
.....
RESUME EXECUTIF	5
.....
INTRODUCTION	7
.....
CHAPITRE 1: METHODOLOGIE	9
1.1 Champ de l'enquête CRESS	10
1.2 Organisation de l'exercice CRESS	12
1.2.1 Equipe CRESS de l'ONS	12
1.2.2 Lancement de l'exercice CRESS	12
.....
CHAPITRE 2: ORGANISATION, FONCTIONNEMENT ET CAPACITES DU SSN	13
2.1 Organisation et fonctionnement du SSN	13
2.2 Capacités du SSN	15
2.2.1 Les ressources humaines	15
2.2.2 Les ressources matérielles	16
2.2.3 L'accès à internet et moyens de diffusion	17
.....
CHAPITRE 3: FINANCEMENT DU SSN: PRINCIPAUX RESULTATS	17
3.1 Cartographie des projets statistiques	17
3.2 Financements passés du SSN (2015-2017)	18
3.2.1 Financements passés du budget national	18
3.2.2 Financements passés des PTF	19
3.3 Financements futurs (2018-2020)	20
3.3.1 Financement par le Budget national (2018-2020)	20
3.3.2 Financements extérieurs (2018-2020)	21
3.4 Financement Total du SSN	22
.....
CHAPITRE 4: LIMITES DE L'ÉTUDE CRESS, DÉFIS À RELEVER ET LEÇONS APPRIS	25
.....
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	27
.....
ANNEXES	30
.....

SIGLES ET ABREVIATIONS

AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
BAD	Banque Africaine de Développement
BIT	Bureau International du Travail
BAPS	Plan d'Actions de Busan pour les Statistiques
CRESS	Rapport pays sur le soutien à la statistique
CAS	Charte Africaine de la Statistique
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
CSLP	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
CNS	Conseil National de la Statistique
DDDS	Déclaration de Dakar sur le Développement de la Statistique
DPCS	Direction de la Programmation et de la Coordination Statistique/ ONS
DDI	Direction de la Diffusion et de l'Informatique / ONS
EDSM	Enquête démographique et de Santé en Mauritanie
EPA	Etablissement Public à caractère Administratif
EPCV	Enquête Permanente sur les Conditions de Vie
IPC	Indice des Prix à la Consommation
IPI	Indice de la Production Industrielle
ISE	Ingénieur Statisticien Economiste
ITS	Ingénieur des Travaux Statistiques
ODD	Objectifs de développement durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONS	Office National de la Statistique
PARIS21	Partenariat statistique pour le développement au XXIème Siècle
PAMS	Plan d'Actions de Marrakech pour les Statistiques (MAPS)
PASP	Projet d'Appui au Secteur de la Pêche
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PGSP	Projet de Gouvernance du Secteur Public
PRESS	Rapport des Partenaires sur le Soutien à la Statistique
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RIM	République Islamique de Mauritanie
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SCAPP	Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée
SDS	Schéma Directeur de la Statistique
SIG	Système d'Information Géographique
SNDS	Stratégie Nationale de Développement de la Statistique
SSN	Système Statistique National
SHaSA	Stratégie d'Harmonisation des Statistiques en Afrique
SADS	Symposium Africain sur le Développement de la Statistique
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UE	Union Européenne
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

AVANT PROPOS

La question du financement demeure un défi majeur à relever pour la plupart des systèmes statistiques nationaux africains. En effet, face à une demande sociale assez forte dans des domaines clés (éducation, santé, sécurité...), les systèmes statistiques nationaux (SSN) ne bénéficient pas toujours des financements du personnel, des équipements et des opérations statistiques leur permettant d'être performants. Par ailleurs, le financement de la statistique ne fait pas toujours l'objet d'une mesure en vue de connaître exactement les montants qui sont alloués, les sources, leur évolution, leur poids dans la richesse nationale, les domaines statistiques financés et les types de financements. Plus particulièrement, ces financements ne sont pas toujours évalués lors de l'élaboration des stratégies nationales de développement de la statistique (SNDS). Cette mesure aurait permis de mener un plaidoyer basé sur des faits en vue d'un financement optimal des besoins en statistiques officielles. Conscient de l'importance de la mesure des financements dans ses différentes dimensions pour un meilleur plaidoyer pour le développement statistique et une meilleure coordination du SSN, l'Office national de la Statistique (ONS) a entrepris, avec l'appui de Paris21, son premier exercice d'élaboration du Rapport pays sur le soutien à la statistique.

C'est dans un contexte de fort accroissement de la demande en statistiques officielles, en raison des besoins de suivi de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) mais aussi des engagements internationaux du pays (agenda 2063 de l'UA, ODD), que la Mauritanie a mené l'exercice CRESS (Country Report on Support to Statistics – Rapport pays sur le soutien à la statistique). Il est réalisé sur la période 2015-2020 et couvre ainsi la quatrième SNDS de la Mauritanie mise en œuvre au cours des années 2016 à 2020.

Je voudrais adresser mes sincères remerciements à Paris21 qui a bien voulu mettre à notre disposition un consultant pour mener, en relation avec l'ONS, l'exercice CRESS.

Mes remerciements vont également à l'endroit de tous les répondants du SSN et aux PTF mais aussi à l'équipe CRESS de l'ONS qui n'a ménagé aucun effort pour mener à bien cet exercice.

L'exercice CRESS fera dorénavant partie des activités de l'ONS qui seront menées selon une certaine périodicité. Sa réussite dépendra de l'engagement de tous. En particulier, j'exhorte toutes les structures du système statistique national ainsi que les PTF à mieux participer aux recensements futurs des financements de la statistique en Mauritanie.

Le Directeur Général De L'ons
Mohamed El Moctar Ahmed Sidi

RESUME EXECUTIF

A la suite de plusieurs pays qui ont obtenu le soutien de Paris21 depuis 2011 pour élaborer un rapport pays sur le soutien à la statistique, l'Office national de la statistique (ONS) de la République Islamique de Mauritanie a entrepris son premier exercice en avril 2018. L'objectif général est de recenser l'ensemble des financements du Système Statistique National (SSN) par le Gouvernement et par les partenaires techniques et financiers (PTF). Plus spécifiquement, il s'agit d'informer les parties prenantes au financement de la statistique sur les montants des financements passés (2015-2017) et futurs (2018-2020), leur évolution, les sources, les types et les modalités du financement, les domaines financés et l'alignement des financements sur les priorités nationales. Il s'agit aussi d'analyser les facteurs qui facilitent ou entravent le soutien aux statistiques et la mesure de leur financement en vue de faire de recommandations qui contribueront à une meilleure coordination entre les parties prenantes et à un plaidoyer pour la statistique basé sur des faits.

Une double approche est utilisée pour interroger les structures du SSN et les PTF dans une démarche donateur – bénéficiaire. Ainsi, deux questionnaires distincts ont été adressés aux structures du SSN et aux PTF. Sur les dix-neuf (19) structures du SSN 10 ont répondu au recensement. Pour les PTF, le taux de réponse est très faible (2 structures sur 10). En conséquence, l'analyse faite sur les financements des PTF privilégie le reporting des structures du SSN qui est plus exhaustif.

Sur la **période passée**, le financement recensé de la statistique se chiffre à 1.076,4 millions MRU prévus et 984,1 millions décaissés, soit un taux d'exécution de 91,4%. Sur ce financement, l'ONS a bénéficié de 26,2% et les autres structures du SSN de 73,8%. Cette structure du financement s'explique par l'important projet du secteur pêche mais aussi par le fait que la plupart des projets d'envergure de l'ONS étaient finissants sur la période 2015-2017. C'est le cas du RGPH4 dont la collecte des données a eu lieu en 2013 et l'EPCV_2014-2015. Seule l'enquête MICS a reçu un montant important de 30 millions de l'UNICEF. Il convient de noter la faiblesse des financements domestiques annuels qui représentent moins de 0,1% du PIB. Les financements du Gouvernement ont baissé d'année en année pendant que ceux des PTF ont augmenté régulièrement au bénéfice des autres structures du SSN.

L'essentiel des financements domestiques sont destinés à l'ONS (70%) qui est le principal producteur de statistiques du SSN. Le taux d'exécution des financements du budget national est de 99% pour l'ensemble du SSN.

Le financement des PTF représente 75% du financement total sur la période passée; ce qui confirme la forte dépendance du SSN aux financements extérieurs. Le taux d'exécution des financements extérieurs est de 89%. La Banque Mondiale représente le premier bailleur avec 87,7% des financements sur la période passée et en cours.

Sur la **période 2018-2020**, le financement prévu est de 590,6 millions MRU. Il convient de rappeler que les informations sont incomplètes, surtout pour l'année 2020. La part des PTF serait de 53% (contre 75% sur la période passée). L'ONS, en raison d'important projets qu'il va exécuter se retrouverait avec 66% des financements. En effet, il est prévu l'exécution d'important projets tels que l'EPCV_2019-2020, EDSM_2018-2020 et le RGPH_2019-2023.

On note un accroissement de la part de l'Etat qui est de 32% (contre 27% sur la période passée).

Le montant total du financement sur la période 2016-2020 de l'ordre de 1.321 millions¹ MRU, bien que supérieur au montant nécessaire à la mise en œuvre de la SNDS-2016-2020 en cours (925,43 millions), (mais pas comparable) demeure toutefois insuffisant au regard des déficits criards en quantité et en qualité des ressources humaines ainsi que l'insuffisance des équipements du SSN et les difficultés d'accès aux TIC. Ces déficits et insuffisances nécessitent d'importants financements pour un SSN performant, capable de satisfaire la demande en statistiques. La création en cours d'une filière statistique par le Ministère de l'Enseignement Supérieur pourrait contribuer à résorber le déficit en RH. Toutefois, un financement plus important du Gouvernement sera nécessaire pour une meilleure motivation financière des RH dont les niveaux de rémunérations sont faibles.

La principale difficulté rencontrée au cours de l'exercice CRESS est relative au manque de disponibilité de l'équipe CRESS de l'ONS impliquée dans de multiples activités qui ne lui ont pas permis de mener la collecte des données et la constitution de la base de données dans les délais requis. Par ailleurs, les informations collectées ont été incomplètes ou imprécises dans certains cas à cause des insuffisances des systèmes d'information existants ou en

raison d'un manque de compréhension du questionnaire. Les limites de l'exercice sont relatives surtout à l'évaluation des financements pour les structures ne disposant pas de budgets propres pour les activités statistiques.

L'utilisation de taux de change moyens pour convertir certains montants en devises peut aussi être à l'origine de différences par rapport aux montants réels prévus ou encaissés.

Malgré les limites inhérentes aux informations fournies, les données du présent rapport peuvent bien servir à une meilleure coordination des parties prenantes au financement de la statistique et à un meilleur plaidoyer pour le financement de la statistique.

Le principaux défis à relever pour les exercices à venir résident dans l'amélioration des taux de réponses à l'enquête CRESS et l'amélioration des systèmes d'information en vue de fournir des données de qualité.

Il sera aussi important de consacrer un temps plus long au lancement de l'exercice CRESS en vue d'assurer une meilleure compréhension des questionnaires. L'élargissement de l'équipe CRESS de l'ONS, chargée de coordonner l'exercice, à d'autres structures du SSN devrait permettre une plus grande appropriation de l'opération CRESS par toutes les cibles du recensement.

¹ Montant exécuté en 2015-2017 + montant prévu 2018-2020

INTRODUCTION

Reconnaissant la statistique comme un bien public dont la production et la diffusion sont une des missions essentielles du Gouvernement et qu'un système statistique national fiable et performant, un des piliers du Système Statistique International, représente un élément fondamental de bonne gouvernance, les autorités mauritaniennes ont entrepris la gestion stratégique du développement statistique depuis le début des années 2000.

Successivement, ont été élaborés un Schéma Directeur Statistique pour la période 2000-2005, une Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) pour la période 2007-2012, mise à jour pour aligner son plan d'actions sur le troisième plan d'actions du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) qui couvrait la période 2011-2015 et enfin une SNDS, actuellement en cours de mise en œuvre, couvrant la période 2016-2020. Cette dernière SNDS est partie intégrante de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP).

Ces différentes stratégies ont été conçues et mises en œuvre dans des contextes internationaux marqués par l'adoption de plans d'actions, de stratégies, de déclarations et de mises en place de plateformes de plaidoyer et d'échanges des meilleures pratiques en matière statistique. Ces stratégies et plans d'actions visent le développement de systèmes, programmes et méthodes statistiques aptes à satisfaire les besoins statistiques de tous les utilisateurs quel que soit leur provenance, notamment dans les pays en voie de développement caractérisés par une part importante d'économies informelles et des ressources (RH, financières, matérielles) limitées.

Parmi ceux-ci, peuvent être cités le Plan d'Actions de Marrakech pour les Statistiques (MAPS, 2004), le Plan d'Actions de Busan pour les Statistiques (BAPS, 2011), la Déclaration de Dakar sur le Développement de la Statistique (DDDS, 2009), la Stratégie d'Harmonisation des Statistiques en Afrique (SHaSA) et le Symposium Africain sur le Développement de la Statistique (SADS). En particulier, le SADS a servi de cadre de plaidoyer pour la mobilisation d'importants financements des gouvernements africains et des Partenaires au Développement pour la réalisation de recensements de populations dans un nombre (47 pays sur 54) nettement plus importants de pays durant le Cycle 2010 des Recensements Généraux de la Population et de l'Habitat (RGPH).

Ces stratégies et plans d'actions sont également intervenus dans le cadre de la prise d'engagements internationaux par l'Etat Mauritanien, à savoir l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, l'entrée en vigueur de la Charte Africaine de la Statistique, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), et plus récemment les ODD à l'horizon 2030 qui constituent des défis mais aussi des opportunités pour le renforcement des capacités et le plaidoyer en vue de l'accroissement des financements pour le développement de la statistique. Plus que les OMD, les ODD nécessiteront un financement plus important du capital humain, des investissements mais aussi des programmes statistiques capables de produire de meilleures et de nouvelles données nécessaires à leur mesure et à leur suivi.

Aux agendas nationaux et internationaux, s'est ajouté le développement rapide des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et son corollaire en termes d'une immense production d'informations, ainsi qu'un développement fulgurant de la demande en statistiques officielles.

En créant l'Office National de la Statistique (ONS) sous la forme d'Etablissement Public à caractère Administratif (EPA) doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, le Gouvernement Mauritanien visait à accorder plus d'indépendance scientifique à cette structure mais aussi à lui permettre de disposer de ressources plus importantes en phase avec sa mission de coordination des activités statistiques dans le pays et de principal producteur de statistiques utiles à la conception, au suivi et à l'évaluation des programmes de développement ainsi qu'à la prise de décisions basées sur des faits. En effet, le décret n° 90.026/p/CMSN de création de l'ONS prévoyait un financement innovant grâce à une taxe statistique prélevée au cordon douanier qui aurait permis de couvrir largement les besoins de financement de la statistique estimés au coût de quelques kilomètres de route ou un montant annuel de 3.300² ouguiyas (9,90 euros) par famille mauritanienne pour couvrir les financements de la SNDS 2016-2020.

Les différents plans d'actions, stratégies et déclarations adoptés au niveau international comptaient tous parmi leurs objectifs clés l'augmentation des financements en faveur des SSN en vue de donner une réponse adéquate à l'augmentation de la demande de statistiques. En effet, un financement accru basé sur des SNDS élaborées de manière

² Ce montant a été estimé par le rapport sur la revue de l'organisation de l'ONS, d'avril 2016.

participative est essentiel pour le développement de la statistique. Par ailleurs, ces plans et stratégies, en particulier le BAPS, insistent sur l'importance d'une bonne coordination entre les différentes parties prenantes de la statistique (Gouvernement, PTF, fournisseurs de données, utilisateurs) en vue d'éviter notamment la duplication des efforts mais aussi pour un bon plaidoyer en faveur de la statistique.

Dans le cas de la Mauritanie, différents diagnostics, revues de la SNDS et rapports ont souligné le financement insuffisant du capital humain, des investissements et des programmes statistiques qui dépendent largement du soutien des partenaires techniques et financiers.

Ces constats ont été faits par la mission « Examen par les pairs » de février 2014 qui soulignait que: « les utilisateurs estiment aussi que la disponibilité d'un plus grand nombre de statisticiens qualifiés à l'ONS et dans les autres services statistiques publics et l'amélioration des niveaux de rémunération sont des conditions essentielles au développement d'une production statistique de qualité. Les partenaires techniques et financiers (PTF), qui appuient le développement du système statistique, souhaitent la mise en place d'un cadre de coordination de leurs interventions et de dialogue avec les autorités nationales. »³

Il est important de mesurer le volume de ces financements, leur évolution et les domaines qui en sont bénéficiaires pour s'assurer qu'ils sont alloués dans le sens de la satisfaction de la demande des utilisateurs de statistiques officielles. Cette mesure des financements et des facteurs qui entravent éventuellement son évaluation constitue une base solide pour la mise en place d'un cadre de coordination et d'animation d'un dialogue entre les différentes parties prenantes à la production et à l'utilisation des statistiques officielles.

Il convient également de souligner que l'absence d'évaluation financière de la SNDS 2011-2015, input important dont aurait pu bénéficier l'élaboration de la SNDS 2016 – 2020, justifie largement l'élaboration du rapport pays sur le soutien à la statistique (CRESS) dont l'objectif ultime est d'améliorer l'efficacité du SSN grâce à une meilleure coordination et un meilleur partage de l'information.

Le CRESS, qui capitalise l'expérience acquise par Paris21 dans l'élaboration du rapport des partenaires sur le soutien à la statistique (PRESS), vise en général le recensement de l'ensemble des financements du SSN par le Gouvernement et les partenaires techniques et financiers. Plus spécifiquement, le CRESS doit permettre:

- d'informer les parties prenantes au financement de la statistique (Gouvernement, partenaires techniques et financiers, autres partenaires) sur les montants des financements passés (2015-2017) et futurs (2018-2020) du système statistique national ainsi que leur évolution, les sources, les types et les modalités du financement, les domaines financés et l'alignement des financements sur les priorités nationales;
- d'analyser les facteurs qui facilitent ou entravent le soutien aux statistiques et la mesure du financement;
- de fournir les informations utiles à une meilleure coordination des stratégies de financement et à un plaidoyer fructueux.

En plus de l'introduction et la conclusion, le présent rapport est constitué de quatre (4) chapitres. Le chapitre 1 traite de la méthodologie de l'exercice CRESS. Le chapitre 2 est relatif au fonctionnement et aux capacités du SSN. Les chapitres 3 et 4 traitent respectivement du financement du SSN ainsi que des limites, des défis à relever et des leçons apprises.

³ Mécanisme africain d'évaluation par les pairs – Examen par les pairs du SSN de la Mauritanie, Afristat, février 2014, page 13.

CHAPITRE 1: METHODOLOGIE

Adaptée à partir de la méthodologie développée par Paris21, la méthodologie de l'exercice CRESS de la Mauritanie bénéficie des expériences des exercices CRESS du Mali, du Niger, du Sénégal et du Cambodge.

Dans le cadre de l'adaptation de la méthodologie et des outils de collecte du CRESS au cas de la Mauritanie, les principales questions que l'équipe chargée de la réalisation de l'exercice CRESS s'est posée, questions que les concepteurs du CRESS au sein de Paris21 ont dû se poser, ont été les suivantes:

- Quelle est la cartographie des projets statistiques dans le pays?
- Le SSN est-il à deux vitesses avec un organe central (ONS) bien loti et des structures sectorielles statistiques (SSS) très peu dotées en moyens de production et diffusion des statistiques (RH, ressources matérielles, accès à internet, portail de diffusion)?
- Qui finance le statistique dans le pays et à quelle hauteur?
- Que représente le financement de la statistique dans la richesse nationale créée (PIB)?
- Que représente la statistique dans le budget de l'Etat (concurrence d'autres secteurs prioritaires dans l'allocation des ressources)?
- Que représente la statistique dans le financement des Ministères de tutelle (allocations/engagements, décaissements/dépenses)?
- Les financements sont-ils à la hauteur des besoins des structures de production statistiques (besoins exprimés dans la SNDS en particulier)?
- Qui est financé? Par qui? A quelle hauteur? dans quels domaines (secteurs/sous-secteurs) de la statistique? Avec quel type de soutien (financier/non financier/assistance technique) et quel instrument (Don/prêt)?
- Quelle est l'approche de financement utilisé pour la statistique (projet autonome, composante de projet, aide budgétaire)? le mécanisme de financement (non-cofinancé par des Partenaires, financement parallèle, financement conjoint, financement à travers une organisation intermédiaire).

- Les financements vont-ils aux priorités nationales en matière statistique (cf déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide).

L'adaptation des outils de collecte s'est faite au regard des questions posées et des éléments à mesurer qui en ont découlé.

1.1 CHAMP DE L'ENQUÊTE CRESS

a) Sources de collecte

La collecte des données sur les financements s'est faite selon une double approche en interrogeant, d'une part, les structures du SSN (bénéficiaires), et d'autre part, les PTF. Les structures du SSN sont constituées du Conseil National de la Statistique (CNS), de l'Office National de la Statistique (ONS), des unités statistiques relevant des départements ministériels ou d'organismes publics et parapublics chargés de collecter, traiter, diffuser et utiliser des informations statistiques ainsi que des unités de formation. L'équipe CRESS, sous la coordination du Point focal de l'ONS, a constitué la liste des structures du SSN à enquêter ainsi que celle des PTF. Le PRESS 2017 a permis en particulier d'identifier certains PTF. La liste des structures enquêtées figure en annexe.

b) Financements visés

A la différence de certains exercices CRESS qui se sont limités à recenser les financements des projets/programmes statistiques, celui de la Mauritanie s'est intéressé à la collecte des données des budgets nationaux alloués à la statistique et des budgets exécutés [charges de personnel, autres charges de fonctionnement, budget d'investissement (construction et équipements, gros entretien de bâtiment, mise à jour de système d'information, achat d'ordinateurs de tablettes et logiciel, mise en place de réseaux)]. L'exercice CRESS couvre aussi les budgets des projets/programmes statistiques (enquêtes, recensements, développement de base de données, développement statistique tel que l'élargissement de l'Indice Harmonisé des prix à la Consommation dans les pays Afristat, renforcement des capacités, réformes du SSN...).

Pour les structures du SSN n'ayant pas de lignes budgétaires identifiables, il était prévu de se procurer les effectifs de la structure enquêtée, le budget (éclaté en budget de Personnel, autre budget de fonctionnement, budget

d'investissement des projets statistiques, autres budgets d'investissement) et les effectifs de sa structure tutelle (Direction ou Ministère), pour les besoins d'estimation des rubriques susvisées du budget pour la structure enquêtée. Des informations sont également à recueillir auprès de la Direction de la Solde sur les budgets de personnels dans la Fonction Publique (salaires, charges sociales, primes, indemnités, avancements). A défaut d'avoir les charges de personnel, une mise à disposition des rémunérations moyennes par catégorie de personnel de la Direction ou du Ministère d'appartenance de la Structure statistique devait permettre de faire les estimations nécessaires. Des informations sur les projets/programmes statistiques financés par le budget national devaient également être recueillies auprès de la Direction chargée des budgets d'investissement. Les hypothèses, méthodes d'estimations et les limites des données fournies devaient être précisées par les répondants.

Une distinction a été faite entre les budgets des activités statistiques courantes/régulières (management, production statistique régulière telle que l'IPC, l'IPI) et les budgets des activités statistiques des projets/ programmes non récurrents, périodiques, spéciaux (enquêtes périodiques, recensements, projets de développement de produits statistiques...).

S'agissant des PTF, les données sur leurs engagements et décaissements sur les projets/programmes sont à collecter.

c) Les activités statistiques couvertes

L'exercice CRESS s'intéresse au financement de tous les types d'activités statistiques suivantes:

- la collecte des données administratives et la production de statistiques courantes;
- la réalisation d'enquêtes et de recensements;
- l'élaboration d'indicateurs;

l'assurance qualité de la collecte de la production statistique;

- la diffusion des statistiques et l'accès des utilisateurs à ces statistiques;
- les formations initiales et continues délivrées par des structures du SSN;
- la coordination statistique et le suivi-évaluation;

- les projets spéciaux de développement statistique...

Afin de faciliter l'identification du domaine statistique financé, le Secrétariat de PARIS21 fournit une classification des activités annexée aux questionnaires. La classification des activités statistiques à deux niveaux figure en annexe des guides de remplissage des questionnaires ainsi que dans les questionnaires électroniques (classeurs Excel).

d) Couverture temporelle de l'exercice CRESS

L'exercice CRESS de la Mauritanie concerne les périodes suivantes:

- les activités passées des projets/programmes: il s'agit des activités menées au cours des années 2015, 2016, 2017; quel que soit l'année de début ou de fin du projet/ programme.
- les activités futures: les activités statistiques des projets/ programmes qui ont débuté en 2018, 2019 ou 2020.

e) Collecte et validation des données

L'équipe CRESS de l'ONS a la responsabilité de la collecte des questionnaires, suite au lancement de l'exercice qui s'est déroulé sur une semaine (du 2 au 6 avril 2018). L'équipe CRESS et le consultant Paris21, ont la charge de la vérification des questionnaires en vue d'une validation. Elle est aussi responsable de la création de la base de données, la saisie des questionnaires et l'édition des tableaux statistiques conçus par le consultant Paris21. La rédaction du rapport CRESS relevait de la responsabilité du consultant Paris21, en collaboration avec l'équipe CRESS de l'ONS.

1.2 ORGANISATION DE L'EXERCICE CRESS

1.2.1 Equipe CRESS de l'ONS

L'élaboration du rapport CRESS étant un exercice pays conduit par l'organe principal de production de statistiques officielles, en l'occurrence l'ONS de Mauritanie, il a été mis en place une équipe CRESS constituée de cadres de l'ONS. Cette équipe, sous la coordination d'un Point focal, le Directeur de la Programmation et de la Coordination Statistique (DPCS) de l'ONS, était composée du Directeur par intérim de la Direction de la Diffusion de l'Informatique (DDI) et des 2 chefs de Services de la DPCS. Le Responsable de la DDI était chargé de l'élaboration de la base de

données CRESS sur la base des questionnaires validés et de l'exploitation de cette base en vue de la sortie des résultats sur la base des tableaux statistiques préparés par le consultant Paris21.

L'équipe CRESS avait la responsabilité: i) d'adapter la méthodologie CRESS fournie par de Paris21 et les outils de collecte (questionnaires, guides de remplissage) sur la base de la proposition faite par le consultant recruté par Paris21, ii) de mener la collecte des données auprès des cibles à la suite de la mission de lancement de l'exercice CRESS, iii) de valider les questionnaires remplis en relation avec le consultant Paris21, iv) de constituer la base de données du CRESS, v) d'éditer les tableaux statistiques nécessaires à l'élaboration du rapport final de l'exercice CRESS et, vi) de contribuer à l'élaboration dudit rapport.

1.2.2 Lancement de l'exercice CRESS

La démarche utilisée dans le CRESS étant basée sur une double approche de collecte d'informations auprès des bénéficiaires de financements du SSN et des donateurs, il était important de sensibiliser les différents acteurs et de les informer sur la méthodologie du recensement et ses outils de collecte. L'importance de l'exercice CRESS dont l'objectif ultime est d'institutionnaliser le CRESS comme un mécanisme clé dans le dispositif de suivi – évaluation du SSN et comme un outil de coordination justifie ce lancement qui devait se faire sous la forme d'ateliers regroupant, d'une part, les structures du SSN et, d'autre part, les PTF.

Par ailleurs, des rencontres devaient être organisées avec les structures du Gouvernement impliquées dans la préparation des budgets statistiques et les autres partenaires en vue de les amener à s'approprier la démarche de l'exercice CRESS, les outils de collecte et de s'informer sur les facteurs qui facilitent ou entravent le soutien aux statistiques ainsi que sa mesure.

Cette mission devait être l'occasion pour le consultant Paris21, en rapport avec l'équipe CRESS, de collecter de premiers questionnaires de structures du SSN et de PTF. La collecte des premiers questionnaires pendant la mission de lancement devait servir aussi de test des outils de collecte et de l'organisation mise en place.

La mission de lancement a eu lieu du 2 au 6 avril 2018 à Nouakchott. Suite à l'adaptation des outils de collecte au

contexte mauritanien, le lancement a été effectué en deux ateliers distincts qui ont regroupés, d'une part, des structures du SSN, et d'autre part, des PTF. Il faut préciser que les PTF n'étaient pas bien représentés à l'atelier de lancement. Seuls les représentants de l'UNICEF, de l'Union Européenne, de la BAD et du PNUD étaient présents à la rencontre.

CHAPITRE 2: ORGANISATION, FONCTIONNEMENT ET CAPACITES DU SSN

En plus de l'organisation et le fonctionnement du SSN, cette partie traite des capacités de production et de dissémination des statistiques officielles produites, en analysant les ressources humaines, les ressources matérielles ainsi que les niveaux d'accès à internet et les moyens de diffusion de l'information statistique.

2.1 ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU SSN

Les activités statistiques sont régies en Mauritanie par la loi n° 2005-017 du 27 janvier 2005 relative à la statistique publique et par ses textes d'application, à savoir: le décret n°2006-024 du 17 avril 2006 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil national de la statistique (CNS) et l'arrêté n°0184/MAED/ONS du 28 avril 2006 portant nomination des membres du CNS ainsi que le décret n° 90.026 portant création d'un Office National de la Statistique.

La loi n° 2005-017 du 27 janvier 2005 indique, en son article 13, la composition du SSN comme suit:

- le Conseil National de la statistique,
- l'Office National de la Statistique (ONS),
- les autres structures du Système Statistique National.
- Cette même loi traite en son article 4 de trois (3) principes fondamentaux qui régissent les activités statistiques publiques, à savoir:
- le secret statistique,
- l'obligation de réponse aux questionnaires des enquêtes et recensements,
- l'obligation de communication des données statistiques aux services chargés de la statistique.

Il importe de souligner que cette loi n'intègre pas tous les principes de la charte africaine de la statistique (CAS), entrée en vigueur le 08 février 2015, suite aux dépôts des instruments de sa ratification. La Mauritanie fait partie des pays qui n'ont pas ratifié jusqu'ici la CAS.

Le Conseil national de la Statistique a pour objet l'orientation, la supervision et l'impulsion du travail statistique à l'échelle nationale. Il établit le projet de programme statistique national, tel que défini à l'article 14, alinéa 2 de la loi n° 2005-017 du 27 janvier 2005 avant sa transmission au

Ministre dont relève l'ONS. Il est présidé par le Ministre dont relève l'ONS. Parmi ses membres figurent des ministres, des représentants des utilisateurs de statistiques et des personnalités choisies en fonction de leurs compétences dans le domaine de l'information statistique. Le Directeur Général de l'ONS assure le secrétariat permanent du CNS. L'article 12 définit les réunions périodiques du CNS qui sont au nombre de 2: au début du mois de décembre de chaque année, à l'effet d'examiner le programme statistique national de l'année suivante et en avril de chaque année, à l'effet de dresser le bilan de l'exécution du Programme Statistique National (PSN). Outre son Bureau permanent et son secrétariat permanent, le CNS dispose de commissions spécialisées chargées d'étudier en profondeur des sujets particuliers.

L'Office National de la Statistique (ONS) est créé par décret n° 90.026 du 10 janvier 1990 qui en fait un établissement public à caractère administratif (EPA), doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. L'ONS, administré par un Conseil d'administration dont les membres sont nommés par décret en Conseil des Ministres, a pour objet (article 2):

- la mise en place d'un système national intégré pour la collecte des statistiques économiques, démographiques et sociales en recourant à des recensements exhaustifs ou à des enquêtes par sondage, soit en exploitant les documents en provenance du secteur public ou du secteur privé. A cet effet, l'ONS est chargé de l'élaboration des concepts, des définitions, des nomenclatures ainsi que des autres éléments de la méthodologie générale statistique appliquée dans le pays;
- le traitement et l'analyse des informations statistiques collectées selon les techniques scientifiques appropriées;
- l'impression de la documentation élaborée et sa vulgarisation à l'intérieur comme à l'extérieur du pays;
- le suivi de la conjoncture économique et la confection des indices nécessaires à l'évaluation de l'exécution des plans de développement dans leurs phases successives;
- la mise à la disposition de l'Etat, des collectivités locales et des opérateurs économiques privés des données statistiques nécessaires à l'élaboration des plans de développement et à la rationalisation des choix économiques d'une manière générale.

- la recherche et l'établissement des relations de coopération mutuellement avantageuses avec les institutions statistiques nationales et étrangères en vue de l'harmonisation et de l'amélioration des méthodologies utilisées;
- la formation et le recyclage de cadres dans les domaines de la statistique ou de la démographie;
- la contribution à l'effort national en matière de recherche scientifique à travers les études spécialisées et l'élaboration des méthodologies d'enquêtes adaptées au contexte du pays.

L'ONS est dirigé par un Directeur Général (DG) et un Directeur Général Adjoint, nommés en Conseil des Ministres. Le DG est l'ordonnateur unique du budget de l'ONS. L'ONS a son siège à Nouakchott et dispose de Directions centrales et de dix (10) services régionaux dans les wilayas.

Outre l'ONS, le SSN compte 18 structures productrices de statistiques publiques. Les autres structures statistiques publiques sont composées des structures sectorielles, des structures régionales et locales, ainsi que les institutions de formations. Sauf dispositions contraires, ils sont créés par décret. La Mauritanie ne dispose pas de structures nationales pour la formation des statisticiens et démographes. Elle fait former ses statisticiens dans les centres de formation existants dans les pays africains francophones et dans les pays arabes. Toutefois, le Ministère de l'Enseignement supérieur est en train de travailler à la mise en place d'une filière de formation de statisticiens à partir de la rentrée 2019/2020, avec l'appui du volet statistique du PGSP de la Banque Mondiale.

Le dispositif institutionnel a globalement bien fonctionné jusqu'en 2010, avec des réunions assez régulières du Conseil national de la statistique et de ses commissions spécialisées, puis a connu une interruption. En effet, le Conseil national de la statistique ne s'est pas réuni depuis sa session d'avril 2010. Une des conséquences de cet état de fait est que les programmes statistiques des années suivantes n'ont pu être adoptés et rendus obligatoires, ce qui a fragilisé l'ONS dans son rôle de coordination technique du SSN.

2.2 CAPACITÉS DU SSN

2.2.1 Les ressources humaines

Le diagnostic fait dans le cadre de l'élaboration de la dernière SNDS (2016-2020) a noté l'insuffisance criarde des ressources humaines en quantité et qualité, avec une situation légèrement meilleure à l'ONS. Le rapport de l'examen par les pairs de 2014 traitait de la question des RH en ces termes: « Dans l'ONS qui compte 242 agents en février 2014, à peine 10% de ces derniers peuvent être considérés comme aptes à la production statistique. Cette situation est ancienne et avait été décrite par l'audit institutionnel et organisationnel de l'ONS réalisé en 2007. En raison des implications sociales prévisibles, les autorités tardent à y remédier ».

Il ressort également du tableau 2 ci-dessous cette insuffisance du personnel du SSN. La présence de 12 statisticiens économistes et 16 ingénieurs des travaux statistiques dans les 10 principales structures ayant répondu à l'enquête CRESS témoigne d'un taux d'encadrement très faible. L'ONS dont la situation est relativement meilleure (57% des effectifs) se retrouve avec 189 agents en fin 2017, ce qui met en évidence des départs nets de 53 agents entre 2014 et 2017. Cette insuffisance des effectifs, combinée à des niveaux de rémunération faibles, contribue à l'insuffisance des performances du SSN et à la mobilité des professionnels de la statistique.

Le tableau 2 bis ci-dessous résume les besoins en personnel de certaines structures. Des structures comme l'ONS n'ont pas exprimé leurs besoins. Cependant, il convient de relever que des besoins en professionnels de la statistique existent au regard des insuffisances en personnels notées ci-dessus. On peut noter en particulier l'expression d'un besoin de 70 techniciens supérieurs de la statistique pour le Système National d'Information Sanitaire. Cette structure qui produit régulièrement un annuaire statistique (2002 à 2017) grâce à sa plateforme de saisie en ligne, connaît aussi une forte mobilité des statisticiens.

Tab 2: effectifs du SSN par catégorie à fin 2017

	DECS/ MASEF	Direction de l'Aménagement des Ressources et des études & observatoire	Direction de l'emploi	Direction de l'Observatoire du CSA	DPCID/ Ministère de l'Environnement et du développement	DSIA	DSPC MEN	Observatoire de l'Emploi à l'ANAPEJ	Office national de la Statistique	SNIS	Total (effectif)	% de chaque catégorie
Ingénieur Statisticien Economiste (ISE) existant	1	0	0	1	0	1	0	1	3	5	12	4
Ingénieur des Travaux Statistiques (ITS) existant	0	0	0	0	0	1	0	0	15	0	16	5
Technicien Supérieur de la Statistique (TSS) existant	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	3	1
Agent Technique de la Statistique (ATS) existant	0	0	0	0	0	35	0	0	2	2	39	12
Informaticiens existant	0	0	0	2	1	0	2	0	9	2	16	5
Economistes existant	2	0	3	6	6	1	1	3	27	0	49	15
Autres existant	5	0	2	14	12	8	9	8	133	3	194	59
Total du personnel	8	0	5	23	19	46	15	12	189	12	329	
% Directions	2	0	2	7	6	14	5	4	57	4	100	

Source: Enquête CRESS

Tab 2 bis: Besoins en personnel par catégorie à fin 2017

	DECS/ MASEF	Direction de l'Aménagement des Ressources et des Études & observatoire	Direction de l'emploi	Direction de l'Observatoire du CSA	DPCID/ Ministère de l'Environnement et du Développement	DSIA	DSPC MEN	Observatoire de l'Emploi à l'ANAPEJ	Office national de la Statistique	SNIS	Total	%
Ingénieur Statisticien Economiste (ISE)	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	2	2
Ingénieur des Travaux Statistiques (ITS)	1	0	0	0	0	0	1	3	0	0	5	5
Technicien Supérieur de la Statistique (TSS)	0	0	1	0	0	0	2	4	0	70	77	85
Agent Technique de la Statistique (ATS)	0	0	1	0	0	0	0	3	0	0	4	4
Informaticiens	1	0	0	0	0	0	0	2	0	0	3	3
Economistes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres besoins	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	2	0	2	0	0	0	4	13	0	70	91	100
%/ Direction	2	0	2	0	0	0	4	14	0	77	100	

Source: Enquête CRESS

2.2.2 Les ressources matérielles

La situation des ressources matérielles figurant dans le tableau 3 ci-dessous, fait ressortir, au regard des effectifs de personnel, un taux d'équipement en ordinateurs (PC et portables) relativement correct des structures du SSN; l'ONS ayant une situation meilleure. L'usage des tablettes et smartphones dans les opérations statistiques, bien que fortement recommandé pour améliorer la qualité et l'actualité des statistiques, n'est pas très répandu. L'ONS, le CSA, la

DSIA et la DSPC/MEN sont les structures qui ont recours à ces outils.

Seuls la Direction de l'Emploi, l'ANAPEJ et le SNIS ont exprimé leurs besoins matériels, comme l'indique le tableau suivant. En particulier, pour le SNIS, ils sont constitués essentiellement de 70 ordinateurs PC, 105 ordinateurs portables et 70 imprimantes. Cependant, il est clair qu'il existe un déficit en équipements à résorber pour le SSN.

Tab 3: Situation des ressources matérielles existantes du SSN à fin 2017

	DECS/ MASEF	Direction de l'Aménagement des Ressources et des Etudes & Observatoire	Direction de l'emploi	Direction de l'Observatoire du CSA	DPCID/Ministère de l'Environnement et du Développement	DSIA	DSPC MEN	Observatoire de l'Emploi à l'ANAPEJ	Office national de la Statistique	SNIS	Total
Nombre d'ordinateurs PC	4	10	7	25	6	11	10	3	110	70	256
Nombre d'ordinateurs portables	3	3	2	15	4	7	4	1	82	20	141
Nombre de tablettes et smartphones	0	0	0	40	0	40	15	0	162	0	257
Nombre d'imprimantes	3	7	3	8	3	7	4	1	75	70	181
Nombre de photocopieurs et scanners	2	1	0	3	3	5	0	1	14	4	33

Source: Enquête CRESS

Tab 3 bis: Besoins en ressources matérielles du SSN à fin 2017

	DECS/ MASEF	Direction de l'Aménagement des Ressources et des Etudes & observatoire	Direction de l'emploi	Direction de l'Observatoire du CSA	DPCID/Ministère de l'Environnement et du Développement	DSIA	DSPC MEN	Observatoire de l'Emploi à l'ANAPEJ	Office national de la Statistique	SNIS	Total
Nombre d'ordinateurs PC	0	0	8	0	0	0	0	10	0	70	88
Nombre d'ordinateurs portables	0	0	7	0	0	0	0	5	0	105	117
Nombre de tablettes et smartphones	0	0	5	0	0	0	0	20	0	0	25
Nombre d'imprimantes	0	0	7	0	0	0	0	5	0	70	82
Nombre de photocopieurs et scanners	0	0	4	0	0	0	0	2	0	2	8

Source: Enquête CRESS

2.2.3 L'accès à internet et moyens de diffusion

La situation de l'accès à internet est résumée par le tableau 4 suivant. Sur les 10 structures interrogées, toutes ont accès à internet, même si 40% d'entre elles y accèdent difficilement,

la moitié ne dispose pas d'un réseau intranet fonctionnel, une seule n'a pas de site internet, seules 3 disposent d'un portail de diffusion de données ouvertes (open data).

Tab 4: Situation de l'accès des structures du SSN à internet et moyens de diffusion de l'information statistique à fin 2017

	Niveau de facilité d'accès à internet			Existence d'un réseau intranet fonctionnel			Existence d'un site internet		
	Accès facile	Accès difficile	Total	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif
DECS/ MASEF	1	0	1	1	0	1	1	0	1
Direction de l'Aménagement des Ressources et des Etudes & observatoire	1	0	1	1	0	1	1	0	1
Direction de l'emploi	0	1	1	0	1	1	0	1	1
Direction de l'Observatoire du CSA	1	0	1	1	0	1	1	0	1
DPCID/Ministère de l'Environnement et du Développement	1	0	1	1	0	1	1	0	1
DSIA	0	1	1	0	1	1	1	0	1
DSPC MEN	0	1	1	0	1	1	1	0	1
Observatoire de l'Emploi à l'ANAPEJ	0	1	1	0	1	1	1	0	1
Office national de la Statistique	1	0	1	1	0	1	1	0	1
SNIS	1	0	1	0	1	1	1	0	1
Total	6	4	10	5	5	10	9	1	10

	Existence d'un portail de diffusion des données			Existence plateforme données ouvertes		
	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif
DECS/ MASEF	0	1	1	0	1	1
Direction de l'Aménagement des Ressources et des Etudes & observatoire	0	1	1	0	1	1
Direction de l'emploi	0	1	1	1	0	1
Direction de l'Observatoire du CSA	0	1	1	0	1	1
DPCID/Ministère de l'Environnement et du Développement	0	1	1	0	1	1
DSIA	1	0	1	1	0	1
DSPC MEN	0	1	1	0	1	1
Observatoire de l'Emploi à l'ANAPEJ	0	1	1	0	1	1
Office national de la Statistique	1	0	1	1	0	1
SNIS	1	0	1	0	1	1
Total	3	7	10	3	7	10

Source: Enquête CRESS

CHAPITRE 3: FINANCEMENT DU SSN: PRINCIPAUX RESULTATS

3.1 CARTOGRAPHIE DES PROJETS STATISTIQUES

La cartographie des projets/programmes statistiques est faite sur la base des réponses des structures du SSN au questionnaire.

Concernant les projets/programmes passés (2015-2017), dix-sept (17) ont été recensés parmi lesquels douze (12) sont inscrits dans la SNDS et 10 ont été exécutés par l'ONS. Les projets en cours et futurs recensés sont au nombre 15, dont 8 réalisés par l'ONS.

Il ressort des tableaux 5 et 5bis figurant en annexe que les partenaires techniques et financiers (PTF) sont plus présents que l'Etat dans ces projets. Ainsi, les PTF ont financé 7 projets sur 9 en 2015, soit exclusivement ou en co-financement avec l'Etat, 5 projets sur 8 en 2016 et 11 projets sur 11 en 2017.

Au plan des secteurs statistiques, le profil des projets passés est indiqué dans les tableaux 9 et 11 en annexe qui concernent respectivement les PTF et l'Etat sur la période passée (2015-2017). Les tableaux 10 et 12 en annexe indiquent, respectivement pour les PTF et l'Etat, le profil des projets selon les secteurs statistiques sur la période 2018-2020. Les secteurs statistiques dominants dans l'intervention des PTF et de l'Etat sur les projets passés comme ceux en cours et futurs sont dans l'ordre « la collecte, traitement, diffusion et analyse », les « statistiques démographiques et sociales », les « recensements et enquêtes » et les « statistiques économiques et sectorielles ».

Seuls les projets PASP de l'Observatoire Economique et Social des Pêches et ECOAGRIS de la Direction de Statistiques Agricoles concernent les statistiques environnementales et multi-domaine.

Parmi les projets répertoriés, certains tels que le recensement scolaire sont exécutés sur une base annuelle. Des opérations de grande envergure ont été réalisées sur la période passée, notamment par l'ONS. Il s'agit du RGPH (2013), de l'Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des Ménages (EPCV 2014-2015) et de l'enquête à indicateurs multiples (MICS 2015). Toutefois, ces grandes opérations statistiques, étaient pour la plupart en fin de cycle sur la période passée retenue pour cette étude. Seule l'enquête MICS a été exécutée entièrement dans la période. Cette situation explique la

faiblesse relative des financements de l'ONS sur la période passée.

Le trust fund de la Banque Mondiale d'un montant de 451.259 USD a permis de financer sur la période 2014-2016 la revue de l'architecture du SSN, l'élaboration d'une stratégie de communication, la formation d'agents de l'ONS sur les procédures de passation de marchés, l'amélioration de sites web du SSN, l'amélioration de la qualité et de la couverture de statistiques spécifiques (formations sur les statistiques agricoles (méthodologie/maraichage), sur les statistiques économiques (répertoires d'entreprises), sur les TIC dans les enquêtes, sur la conception et la réalisation de SIG). Le taux d'exécution du trust fund a été de 99%.

Sur la période en cours et future (2018-2020) les projets d'envergure qui seront réalisés sont: le 5ème RGPH (2019-2023), l'enquête démographique et de santé (EDSM (2019-2020)), l'EPCV (2019-2020), la réforme institutionnelle du système statistique national (SSN), le projet PASP/PRAO-RIM du secteur pêche entamé durant la période passée. Les projets ECOAGRIS suivi par la Direction des Statistiques Agricoles, l'Enquête de suivi de la situation alimentaire et la migration vers DHIS2 (SNIS) vont se poursuivre sur la période 2018-2020.

3.2 FINANCEMENTS PASSÉS DU SSN (2015-2017)

Il est analysé tour à tour les financements du budget national et les financements de Partenaires. L'analyse portera aussi bien sur les montants prévus que sur les montants effectivement reçus.

S'agissant des PTF, l'analyse des financements est faite essentiellement selon le point de vue des bénéficiaires du SSN dans la mesure où très peu de PTF (2 sur 10) ont répondu à l'enquête CRESS malgré de multiples relances.

3.2.1 Financements passés du budget national

Dans le financement de la statistique par le budget national une distinction est faite entre les budgets des projets et programmes et les budgets courants/réguliers. Ces derniers couvrent le fonctionnement et la production statistique courante. Le tableau ci-dessous (tableau détaillé en annexe) indique les financements du budget national.

L'essentiel des financements domestiques passés sont destinés à l'ONS (70%) qui est le principal producteur de statistiques du SSN. Le taux d'exécution du financement domestique est de 99% pour l'ensemble du SSN.

Tab 20 bis: Taux d'exécution budget national statistique (montants en MRU)

	2015	2016	2017	2015	2016	2017	2015-2017	2015-2017	2015-2017
	Total budget prévisionnel (courant + programmes)	Total budget prévisionnel (courant + programmes)	Total budget prévisionnel (courant + programmes)	Total budget exécuté (Courant + Programmes)	Total budget exécuté (Courant + Programmes)	Total budget exécuté (Courant + Programmes)	Total Budget prévisionnel	Total budget exécuté	Taux d'exécution%
ONS	74,695,887	54,872,199	54,972,800	74,695,887	54,872,199	54,972,800	184,540,886	184,540,886	100
Autres structures du SSN	27,700,000	27,200,000	27,900,000	26,975,000	26,100,000	27,225,000	82,800,000	80,300,000	97
Total	102,395,887	82,072,199	82,872,800	101,670,887	80,972,199	82,197,800	267,340,886	264,840,886	99

Source: Enquête CRESS

3.2.2 Financements passés des PTF

3.2.2.1 Reporting du SSN sur les financements passés des PTF

Il ressort du tableau ci-dessous que les financements des PTF répertoriés par les structures du SSN représentent plus de 3 fois les financements prévus par le budget national et plus de 2,7 fois les financements exécutés. Sur le financement exécuté, 10% revient à l'ONS tandis que les 87% sont allés au projet d'appui à la pêche (PASP/PRAO-RIM). Ce projet a reçu des PTF 29,3 millions MRU en 2015; 165,5 millions en 2016 et 429,6 millions de MRU en 2017. Le taux d'exécution global des financements des PTF est de 89%.

Tab14R: Financement des PTF (Montants: en MRU)

	Montant prévu PTF en 2015	Montant reçu PTF en 2015	Montant prévu PTF en 2016	Montant reçu PTF en 2016	Montant prévu PTF en 2017	Montant reçu PTF en 2017	Montant total prévu PTF	Montant Total reçu PTF	taux d'exécution%
Office national de la Statistique	34,778,538	34,778,538	8,142,763	8,142,763	30,441,939	30,441,939	73,363,240	73,363,240	100
Autres structures du SSN	57,272,610	36,772,410	187,617,746	171,066,646	490,843,300	438,084,824	735,733,656	645,923,880	88
Total	92,051,148	71,550,948	195,760,509	179,209,409	521,285,239	468,526,763	809,096,896	719,287,120	89

Source: Enquête CRESS

3.2.2.2 financements passés par les PTF (reporting des PTF)

Les projets répertoriés concernent ceux financés par le trust fund de la Banque Mondiale et les activités statistiques soutenues par l'UNICEF. Le trust fund a financé la revue de l'architecture du SSN (répertoire des structures du SSN, la base de données sur les ressources humaines, la revue de l'organisation de l'ONS), le renforcement des capacités de cadres du SSN en passation des marchés, la conception et la réalisation de SIG, un renforcement des capacités dans l'utilisation des TIC dans les enquêtes et dans les statistiques économiques (répertoires d'entreprises, renforcement méthodologique dans le domaine du maraichage).

Les activités statistiques financées par l'UNICEF ont concerné notamment, l'enquête MICS5 et le projet de renforcement des capacités d'analyse des données pour

le compte de l'ONS. Par ailleurs, l'UNICEF a financé le Ministère de l'Education nationale sur la décentralisation et la modernisation du SOGE pour donner solution à la faiblesse des compétences en statistiques et en traitement des données. Le tableau suivant indique les montants des financements de ces deux PTF.

Les financements de ces deux (2) PTF, sous forme de dons, ont concerné pour l'essentiel l'ONS (97%). Les taux de décaissements sont relativement corrects (88%). Les projets exécutés ont tous eu un financement de type financier et de l'assistance technique. L'écart important entre les montants décaissés déclarés par les structures du SSN (719 287 120 MRU) et ceux des PTF (28 029 774) s'explique par le taux de réponse très faible de ces derniers et par les montants de financements non déclarés.

Tab 10 PTF: Montant (en MRU) des financements extérieurs par type d'appui (financier, non financier, assistance technique) et par instrument (2015-2017)(PTF)

Nom du projet/programme	Financier	Non Financier	Assistance technique	Instrument de financement	Montant financement engagé en 2015	Montant financement décaissé en 2015	Montant financement engagé en 2016	Montant financement décaissé en 2016	Montant financement engagé en 2017	Montant financement décaissé en 2017	Montant total financement engagé (2015-2017)	Montant total financement décaissé (2015-2017)	Taux de décaissement (%)
Appui à la décentralisation et à la modernisation du SOGE (UNICEF)	1	1	1	Don	757,277	751,420	-	-	-	-	757,277	751,420	99
Appui au système statistique (UNICEF)	1	0	1	Don	-	-	253,147	253,133	382,231	382,226	635,378	635,359	100
Enquête MICS5 (UNICEF)	1	1	1	Don	14,379,133	14,379,133	3,332,938	-	528,035	-	18,240,106	14,379,133	79
Trust fund (Banque Mondiale)	1	0	1	Don	4,779,124	4,779,124	7,484,738	7,484,738	-	-	12,263,862	12,263,862	100
				TOTAL	19,915,534	19,909,677	11,070,823	7,737,871	910,266	382,226	31,896,623	28,029,774	88

Source: Enquête CRESS

3.3 FINANCEMENTS FUTURS (2018-2020)

Les informations sont incomplètes surtout du côté des structures du SSN qui n'ont pas une bonne visibilité, notamment sur les financements des années 2019 et 2020.

3.3.1 Financement par le Budget national (2018-2020)

Bien que les informations déclarées pour la période 2018-2020 soient incomplètes et imprécises dans certains cas, il convient de remarquer que le budget prévu par le Gouvernement (277 millions MRU) se rapproche du montant

des financements domestiques passés (267,3 millions). En effet, aucun montant n'est déclaré par l'Etat concernant le projet d'envergure que représente le cinquième RGPH dont la préparation va commencer sur la période. Comme sur la période passée, les financements domestiques vont surtout bénéficier à l'ONS (53%, contre 70% sur la période passée) (voir tableau ci-dessous). La part de l'ONS devrait être plus importante en raison de grands projets comme le RGPH pour lequel aucun montant du budget national n'a été déclaré au moment de l'étude.

Tab 21 Bis: Total Financements statistiques par le Gouvernement (budget régulier et budget projet/programme) , selon la structure du SSN et l'année (2018 – 2020)

	2018	2019	2020	2018	2019	2020	2018-2020	
	Budget prévisionnel annuel courant	Budget prévisionnel annuel courant	Budget prévisionnel annuel courant	Budget prévisionnel annuel des projets/ programmes	Budget prévisionnel annuel des projets/ programmes	Budget prévisionnel annuel des projets/ programmes	Total budget prévisionnel 2018-2020	% dans le budget prévisionnel total 2018-2020
Office national de la Statistique	35,366,827	35,366,827	35,366,827	4,500,000	35,936,578	704,000	147,241,059	53
Autres structures du SSN	25,700,000	26,100,000	26,100,000	29,061,700	14,400,000	8,400,000	129,761,700	47
Total	61,066,827	61,466,827	61,466,827	33,561,700	50,336,578	9,104,000	277,002,759	100

Source: Enquête CRESS

3.3.2 Financements extérieurs (2018-2020)

3.3.2.1 Reporting des structures du SSN (2018-2020)

Alors que l'ONS représentait 10% du financement des PTF sur la période passée en raison de l'important financement du projet du secteur Pêche qui a modifié la structure des

financements, sa part pourrait varier entre 75 et 79% sur la période future (voir tableau ci-dessous). En effet, le PASP voit ses financements prévus se réduire et varier entre 8 et 14 millions entre 2018 et 2020 alors que le montant décaissé en 2017 se chiffrait à 429,6 millions.

Tab 15R: Financement prévu de la statistique par les PTF (source: Structure du SSN) (2018-2020) Montant: MRU

	Montant prévu par PTF en 2018	Montant prévu par PTF en 2019	Montant prévu par PTF en 2020	Montant total 2018-2020	Montant 2018 en%	Montant 2019 en%	Montant 2020 en%
ONS		105,907,827	52,884,687	242,663,172	77	79	75
Autres SSN		27,631,959	18,028,392	70,898,476	23	21	25
Total	109,108,783	133,539,786	70,913,079	313,561,648	100	100	100

Source: Enquête CRESS

3.3.2.2 Reporting des PTF (2018-2020)

La Banque Mondiale (BM) a entrepris dans le cadre du Projet de Gouvernance du Secteur Public (PGSP), en relation avec l'ONS, de financer un volet de renforcement des capacités statistiques pour l'ensemble du SSN. Cette assistance de la BM dont le montant prévu est 3.500.000 dollars US, vise à trouver des solutions aux faibles capacités en ressources humaines du SSN, aux problèmes organisationnels et de coordination ainsi qu'aux insuffisances en quantité et en qualité de la production statistique. Ce financement sera destiné principalement:

- à la révision des textes réglementaires du SSN et de l'ONS,
- au renforcement des capacités en RH du SSN avec l'appui au Ministère de l'Enseignement Supérieur pour la création d'une filière de formation en statistique débouchant sur un master,

- à un appui à l'EPCV,
- à l'harmonisation des méthodologies de collecte de données de l'Education.

Par ailleurs, en dehors de la composante 4 du PGSP (volet statistique), la BM soutient les activités relatives à la préparation du RGPH5, l'EDSM et le registre social. Ces montants non déclarés dans le questionnaire de la BM expliquent en partie les différences notées sur les montants entre le reporting du SSN et celui des PTF.

Dans le cadre de son programme de coopération avec la RIM, l'UNICEF prévoit la mobilisation de 870.000 USD pour financer, entre autres, à travers l'ONS, le SSN. Ces financements concernent les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'environnement et de la protection. Le tableau ci-dessous fournit les financements prévus par la Banque Mondiale et l'UNICEF entre 2018 et 2020.

Tab 12 PTF: Financements prévus (en MRU) de projets statistiques par les Partenaires, selon les partenaires, le montant et l'institution bénéficiaire (2018-2020)(PTF)

Nom du projet	Partenaire	Institution bénéficiaire	Montant de financement
Appui au système statistique	UNICEF	ONS	26,068,356
PGSP/ Renforcement des capacités du SSN	Banque Mondiale	ONS / MEF / CMAP	78,229,800
Total			104,298,156

Source: Enquête CRESS

3.4 FINANCEMENT TOTAL DU SSN

Sur la période passée (voir tableau ci-dessous), le financement recensé de la statistique se chiffre à 1076,4 millions MRU prévus et 984,1 millions décaissés, soit un taux d'exécution de 91,4%. Sur ce financement, l'ONS a bénéficié des 26,2% et les autres structures du SSN de 73,8%. Cette structure du financement passé s'explique par l'important projet du secteur pêche mais aussi par le fait que les projets d'envergure de l'ONS étaient finissants sur la période 2015-2017. C'est le cas du RGPH4 dont la collecte des données a eu lieu en 2013 et l'EPCV_2014-2015. Seule l'enquête MICS a reçu un montant important de 30 millions de l'UNICEF.

Le financement des PTF représente 75% du financement total prévu et 73% des décaissements sur la période passée. Le graphique ci-dessous montre la baisse progressive de la part de l'Etat sur la période passée pendant que celle des PTF s'est accrue. Il faut faire remarquer que cette période a correspondu à la baisse continue de l'indicateur de capacité statistique de la Mauritanie. D'un pic de 66,7 cet indicateur est tombé à 60,5 en 2017.

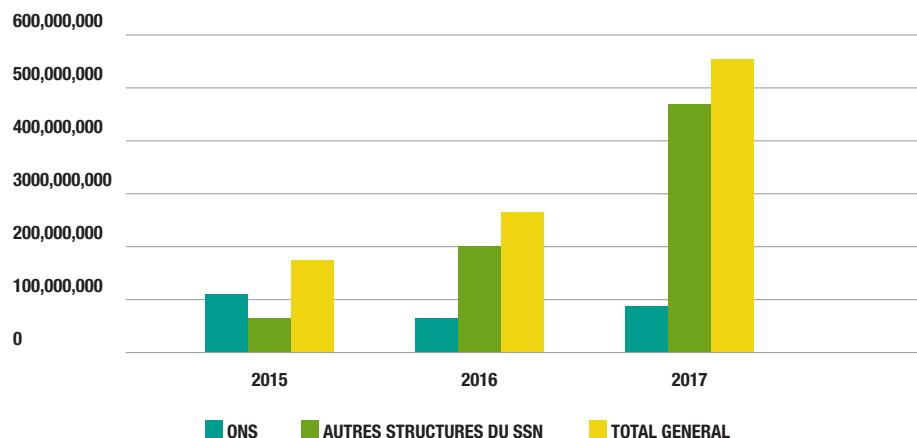
La Banque Mondiale représente le premier bailleur avec 87,7% des financements sur la période passée. Le tableau 24 en annexe indique le classement des PTF sur la base des montants décaissés.

Financement passé de la statistique par le Gouvernement et les PTF (2015-2017); Montant: en MRU

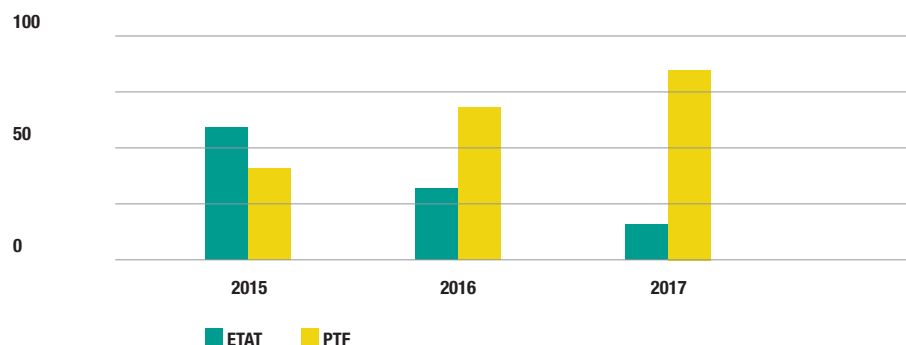
		2015	2016	2017	2015	2016	2017	2015-2017	2015-2017
		Total budget prévisionnel (courant + programmes)	Total budget prévisionnel (courant + programmes)	Total budget prévisionnel (courant + programmes)	Total budget exécuté (Courant + Programmes)	Total budget exécuté (Courant + Programmes)	Total budget exécuté (Courant + Programmes)	Total Budget prévisionnel	Total budget exécuté
Budget national	ONS	74,695,887	54,872,199	54,972,800	74,695,887	54,872,199	54,972,800	184,540,886	184,540,886
	Autres structures du SSN	27,700,000	27,200,000	27,900,000	26,975,000	26,100,000	27,225,000	82,800,000	80,300,000
	S/Total	102,395,887	82,072,199	82,872,800	101,670,887	80,972,199	82,197,800	267,340,886	264,840,886
PTF	ONS	34,778,538	8,142,763	30,441,939	34,778,538	8,142,763	30,441,939	73,363,240	73,363,240
	Autres structures du SSN	57,272,610	187,617,746	490,843,300	36,772,410	171,066,646	438,084,824	735,733,656	645,923,880
	S/Total	92,051,148	195,760,509	521,285,239	71,550,948	179,209,409	468,526,763	809,096,896	719,287,120
Financement total	ONS	109,474,425	63,014,962	85,414,739	109,474,425	63,014,962	85,414,739	257,904,126	257,904,126
	Autres structures du SSN	84,972,610	214,817,746	518,743,300	63,747,410	197,166,646	465,309,824	818,533,656	726,223,880
	Total Général	194,447,035	277,832,708	604,158,039	173,221,835	260,181,608	550,724,563	1,076,437,782	984,128,006

Source: Enquête CRESS

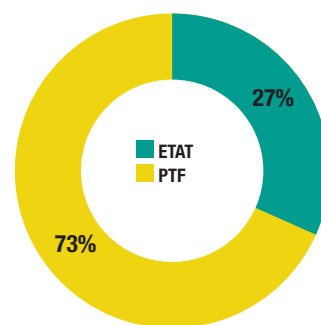
Financement Total du SSN 2015-2017 (Gov+PTF)



Financement Total 2018-2020 (%)



Financement 2015-2017



S'agissant de la période future (voir tableaux et graphiques ci-dessous), le financement prévu est 590,6 millions. Il convient de rappeler que les informations sont incomplètes. La part des PTF serait de 53% (contre 75% sur la période passée). L'ONS, en raison d'important projets qu'il va exécuter se retrouverait avec 66% des financements. En

effet, il est prévu l'exécution d'important projets tels que l'EPCV_2019-2020, EDSM_2018-2020 et le RGPH_2019-2023.

On note un accroissement de la part de l'Etat qui est de 32% (contre 27% sur la période passée).

Financement total 2018-2020; Montant en MRU

	2018	2019	2020	2018-2020
Financement Gouvernement 2018-2020 (budget Projets)				
ONS	4,500,000	35,936,578	704,000	41,140,578
Autres SSN	29,061,700	14,400,000	8,400,000	51,861,700
S/Total	33,561,700	50,336,578	9,104,000	93,002,278
Financement Gouvernement 2018-2020 (budget courant)				
ONS	35,366,827	35,366,827	35,366,827	106,100,481
Autres SSN	25,700,000	26,100,000	26,100,000	77,900,000
S/Total	61,066,827	61,466,827	61,466,827	184,000,481
Total Gouvernement	94,628,527	111,803,405	70,570,827	277,002,759
Financement PTF 2018-2020				
ONS	83,870,658	105,907,827	52,884,687	242,663,172
Autres SSN	25,238,125	27,631,959	18,028,392	70,898,476
Total PTF	109,108,783	133,539,786	70,913,079	313,561,648
Total financement 2018-2020	203,737,310	245,343,191	141,483,906	590,564,407

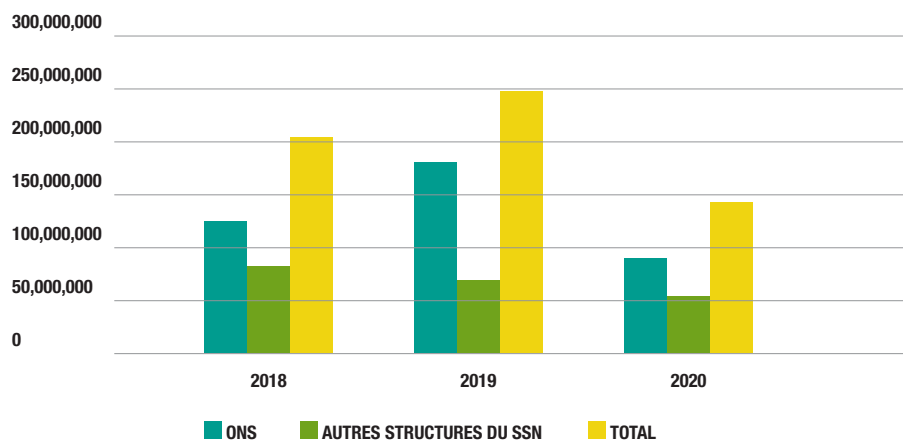
Source: Enquête CRESS

Financement Total 2018-2020 (Gov+PTF); Montant en MRU

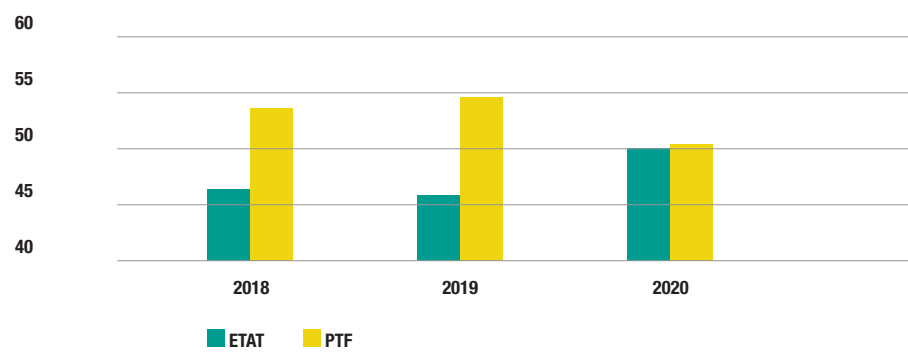
	2018	2019	2020	Total 2018-2020	Montant 2018 en%	Montant 2019 en%	Montant 2020 en%
ONS	123,737,485	177,211,232	88,955,514	389,904,231	60.7	72.2	62.9
Autres structures SSN	79,999,825	68,131,959	52,528,392	200,660,176	39.3	27.8	37.1
Total	203,737,310	245,343,191	141,483,906	590,564,407	100	100	100

Source: Enquête CRESS

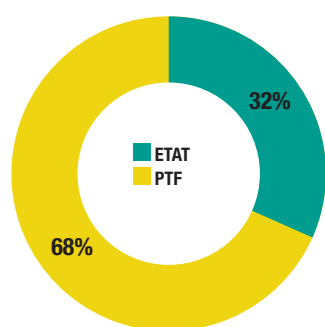
Financement Total 2018-2020 (Gov+PTF)



Financement Total 2018-2020 (%)



Parts dans le financement futur



**CHAPITRE 4:
LIMITES DE L'ÉTUDE
CRESS, DÉFIS À
RELEVER ET LEÇONS
APPRISES**

L'exercice CRESS a souffert de l'insuffisante disponibilité de l'équipe CRESS de l'ONS mais aussi du manque de représentation en son sein d'autres structures du SSN dont le dynamisme des activités statistiques est avéré. Au cours de la mission de lancement, l'adaptation des outils de collecte a été faite exclusivement par le consultant Paris21 et le Point focal même si les autres membres de l'équipe CRESS ont participé aux deux ateliers de lancement organisés avec les structures du SSN et les PTF. L'insuffisance des RH au sein de la DPCS/ONS et leur implication dans de multiples activités peut expliquer cette situation. Toutefois, le Point focal de l'ONS s'est particulièrement beaucoup investi pour la réussite de l'exercice CRESS, malgré ses nombreuses charges.

En termes de couverture, le taux de réponses est relativement correct pour les structures du SSN et très faible pour les PTF.

S'agissant des répondants du SSN dix (10) structures sur dix-neuf (19) structures ont rempli le questionnaire. Il convient de souligner que l'essentiel des structures n'ayant pas répondu à l'enquête ne remplissent pas pour le moment leur fonction statistique ou quand elle est exercée celle-ci est très marginale. On peut citer l'exemple de la Direction de l'Emploi et de la DPCID du Ministère chargé de l'Environnement qui est en discussion avec la GTZ pour initier des projets statistiques. L'enquête Emploi est réalisée par l'ONS pour le compte de la Direction de l'Emploi. Ainsi, la fonction statistique se trouve principalement sous-traitée avec l'ONS. Ainsi, les sections « Activités passées » et « Activités en cours et futurs » du questionnaire de ces deux structures ne figurent pas dans la base de données. Seule la section « Informations Générales » a été exploitée.

Concernant les PTF, sur une dizaine identifiée, les répondants les plus dynamiques dans le financement de la statistique, à savoir la Banque Mondiale, l'UNICEF, le PNUD, l'UE et la BAD ont été ciblés. Cependant, des réponses au questionnaire n'ont été obtenues que de la Banque Mondiale et de l'UNICEF. Les autres structures ciblées n'ont pas répondu à l'enquête malgré de multiples relances et promesses. Il faut rappeler que les PTF étaient très peu représentés à l'atelier de lancement du CRESS. Pour la BAD, l'équipe de projet s'est adressée à la Direction des Statistiques de la BAD établie à son siège à Abidjan, par le canal de son bureau à Nouakchott. Cette faiblesse du taux de réponse des PTF

contribue à sous-estimer leurs financements. Ainsi, l'analyse des données a privilégié le reporting des structures du SSN bien que celui-ci est minoré des financements de projets et programmes par les PTF sous forme non-financière et d'assistance technique dont les informations sont détenues par les PTF.

La collecte des questionnaires entre avril 2018 (lancement du CRESS) et décembre 2018 a porté uniquement sur 4 questionnaires du SSN et 2 des PTF (Banque Mondiale et Unicef). Suite aux contrôles des questionnaires, il ressortait que seuls ceux des PTF étaient cohérents. Les relances organisées par le consultant Paris21, par l'entremise du Point Focal de l'ONS, sont restées sans suites. En particulier, le questionnaire de l'ONS était très incomplet en termes de déclaration des projets/programmes mais surtout ne comportait presque pas d'informations sur les financements. Pour rappel, les projets et programmes de l'ONS ont été répertoriés pour l'essentiel par le Point Focal et le consultant Paris21 au cours de la mission de lancement de l'exercice CRESS d'avril 2018. Les financements du budget national ont été obtenus auprès de l'Agent Comptable de l'ONS au cours de la deuxième mission du consultant en décembre 2018. Il n'a pas été possible d'obtenir auprès de l'Agent Comptable de l'ONS les financements des projets par les PTF. Cette information a été obtenue auprès des responsables techniques des projets de l'ONS qui, en général indiquent les mêmes montants pour les engagements et les décaissements; ce qui est de nature à surestimer les taux d'exécution. Il a été noté dans certains cas une mauvaise compréhension des questionnaires par les répondants. La faiblesse du taux de réponse sur une longue période, le caractère incomplet des questionnaires et les incohérences notées dans ceux-ci ont justifié la deuxième mission du consultant à Nouakchott du 5 au 19 décembre 2018. Cette mission a permis d'améliorer le taux de réponse des structures du SSN et de faire corriger sur place les questionnaires incomplets et incohérents. Au total, 10 structures du SSN sur 19 ont répondu à l'enquête.

Les financements de la statistique pour les structures du SSN ne disposant d'un budget propre ont été estimés par celles-ci. Cependant, aucune hypothèse, méthode d'estimation ou limites inhérentes aux données estimées n'ont été fournies par ces structures. Par ailleurs, certaines structures disposant de budgets propres n'ont pas fourni les

informations y afférentes; ce qui est de nature à sous-estimer les financements nationaux de la statistique.

Les informations dont la collecte était souhaitée auprès de la Direction de la Solde et la Direction du Budget n'ont pu être obtenues, faute de rendez-vous. Un canevas de collecte des informations à solliciter auprès de ces structures avait été préparé.

La base de données a été constituée avec beaucoup de retard par le responsable de cette activité au sein de l'équipe CRESS, probablement en raison de l'insuffisance des effectifs de la DDI et leur implication dans de multiples activités. L'exploitation de la base de données a été assurée par le Consultant Paris21.

Des taux de change moyens⁴ ont été utilisés pour convertir certains montants des questionnaires qui étaient exprimés en dollars; ce qui peut être à l'origine de différences avec les montants réellement engagés ou décaissés.

Les leçons apprises peuvent être résumées comme suit:

- Plus de temps est nécessaire pour la préparation de l'équipe CRESS chargée de conduire l'exercice ainsi que les répondants: le lancement de l'exercice s'est fait sur une période d'une semaine. Il aurait fallu disposer d'une semaine supplémentaire en vue de rencontrer chacune des cibles pour s'assurer de leur bonne compréhension du questionnaire et débiter la collecte des questionnaires;
- Les PTF n'ont pas montré leur intérêt pour l'exercice CRESS: une plus grande coordination avec les PTF est nécessaire en vue de s'assurer de leur participation à l'exercice: seuls 3 PTF sur 10 étaient présents à l'atelier de lancement de l'exercice CRESS et seuls deux PTF ont répondu à l'enquête;
- L'exercice CRESS devant couvrir les financements d'initiatives multi-pays ou d'opérations sous-régionales, il serait important que l'ONS assure la coordination avec certains organismes (Division statistique des Nations Unies, Afritac/FMI, Afristat, SESRIC/OCI, BAD) en vue de saisir ces soutiens dont le pays est bénéficiaire;
- Le système d'information (SI) de l'ONS n'a pas permis de recueillir les financements des projets par les PTF au niveau de l'Agent Comptable;
- De nombreuses structures du SSN ne disposent de

budgets propres aux activités statistiques; ce qui rend difficile l'isolement des budgets alloués à la statistique.

Malgré les limites inhérentes à l'exercice, il n'en demeure pas moins que les résultats pourront servir à renforcer le plaidoyer et la coordination des parties prenantes à l'information statistique en vue d'un meilleur financement et plus d'efficacité du SSN. Bien que les PTF n'ont pas répondu massivement à l'enquête, le reporting des structures du SSN sur leur financement permettra de les interpeller et de les sensibiliser pour une meilleure participation dans les exercices CRESS futurs. Une présentation du rapport CRESS pourrait être envisagée dès que le groupe⁵ des PTF pour la statistique démarrera ses travaux.

Enfin, le CRESS doit inciter les structures du SSN et les PTF à mettre en place des systèmes d'information permettant de mieux répondre à l'exercice. Le principal défi à relever est celui de la collecte d'une information de qualité sur les financements de la statistique, dans les délais requis (environ 2,5 mois suite au lancement de l'exercice).

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Au terme de l'étude, le financement recensé de la statistique sur la **période passée** se chiffre à 1076,4 millions MRU prévus et 984,1 millions décaissés, soit un taux d'exécution de 91,4%. Les montants annuels des financements domestiques ne dépassent pas 0,1% du PIB sur la période 2015-2017. Sur ce financement, l'ONS a bénéficié des 26,2% et les autres structures du SSN de 73,8%. Cette structure du financement passé s'explique par l'important projet du secteur pêche mais aussi le fait que les projets d'envergure de l'ONS étaient pour la plupart finissants sur la période 2015-2017. C'est le cas du RGPH4 dont la collecte des données a eu lieu en 2013 et l'EPCV_2014-2015. Seule l'enquête MICS a reçu un montant important de 30 millions de l'UNICEF.

Le financement des PTF représente 75% du financement total sur la période passée. Ce qui dénote de la forte dépendance de la statistique aux financements extérieurs.

Sur la **période 2018-2020**, le financement prévu est de 590,6 millions MRU. Il convient de rappeler que les informations sont incomplètes, surtout pour l'année 2020. La part des PTF serait de 53% (contre 75% sur la période passée). L'ONS, en raison d'importants projets qu'il va exécuter se

⁴ Les taux de change du dollar US ont été recueillis à partir du site: fxtop.com/fr

⁵ Les TDR de ce groupe était en préparation au sein de la DPCS/ONS durant la mission du consultant en décembre 2018.

retrouverait avec 66% des financements. En effet, il est prévu l'exécution d'importants projets tels que l'EPCV_2019-2020, EDSM_2018-2020 et le RGPH_2019-2023.

On note un accroissement de la part de l'Etat qui est de 32% (contre 27% sur la période passée).

Le montant total du financement sur la période 2016-2020 de l'ordre de 1.321 millions MRU, bien supérieur au montant nécessaire à la mise en œuvre de la dernière SNDS-2016-2020 (925,43 millions), (mais pas comparable) demeure toutefois insuffisant au regard des déficits criards en quantité et en qualité des ressources humaines et des insuffisances en équipements.

Au regard des limites, leçons apprises et défis à relever les recommandations suivantes sont formulées.

Les recommandations concernant l'ONS en tant qu'organe principal de production statistique sont les suivantes:

- intégrer le CRESS dans ses activités avec un personnel dédié en vue d'assurer la continuité: désigner par note de service les membres de l'équipe CRESS et préciser leurs responsabilités. L'équipe CRESS devrait comprendre des représentants de l'ONS et des structures statistiques sectorielles pour mieux assurer son appropriation et une meilleure couverture des projets et programmes du SSN,
- améliorer le SI de l'ONS en vue de mieux cerner les financements des PTF:
- intégrer le CRESS dans les mécanismes de coordination des PTF en présentant les résultats de cet exercice au groupe des PTF pour la statistique, en cours de création: en particulier, en plus des soutiens de type financier une meilleure connaissance des financements des opérations non financières et de l'assistance technique doit être recherchée pour une plus grande cohérence entre les données du PRESS et celles du CRESS,
- intégrer le CRESS parmi les questions à traiter par le Conseil national de la Statistique dont la redynamisation est actuellement envisagé,
- envisager une plus grande coopération avec les structures de l'Etat chargées de la budgétisation en vue d'améliorer les SI dans le sens d'une bonne saisie des financements destinés à la statistique, notamment pour les structures du SSN n'ayant pas de budgets propres.

- assurer une coordination avec certains organismes internationaux (Division statistique des Nations Unies, Afristat, BAD...) en vue de saisir la part du pays dans les opérations statistiques multi-pays ou régionales.
- sensibiliser les autres structures du SSN sur l'importance de l'exercice CRESS en vue d'une meilleure participation: il est important de connaître les volumes des financements de la statistique, leur évolution, les domaines concernés pour faire un plaidoyer pour la statistique basé sur des faits.
- Faire suivre la mise en œuvre des recommandations du présent rapport par l'équipe CRESS.

Pour les structures sectorielles de production statistique, il est recommandé:

- de solliciter leur tutelle pour une amélioration des SI en vue de mieux saisir les financements de la statistique, notamment pour les structures ne disposant pas de budgets propres identifiables pour la statistique.

Pour Paris21, il est recommandé:

- d'établir un protocole d'accord précisant les obligations des parties (INS / Paris21) dans l'exercice CRESS: le CRESS étant un exercice pays, il est important de préciser, pour éviter tout malentendu, que l'apport de Paris21 se limite à la mise à disposition d'un consultant qui accompagne l'INS/l'équipe CRESS dans la conduite des opérations, au financement éventuel de l'atelier de présentation du rapport CRESS et à sa publication.
- de prévoir une période de lancement de l'exercice CRESS de deux semaines en vue d'assurer une meilleure compréhension du questionnaire CRESS (par l'équipe CRESS et les répondants) et de débiter la collecte des données ainsi que la constitution de la base de données. La revue d'exercices CRESS de différents pays a montré que la collecte des données a souvent constitué un problème majeur. En effet, quand une équipe n'est pas dédiée à la collecte, au contrôle, à la saisie de l'information, à la constitution de la base de données et à l'édition des résultats, les délais de production du rapport CRESS peuvent être très longs.

Pour les PTF:

- s'approprier l'exercice CRESS qui représente un puissant outil de coordination.

ANNEXES

ANNEXES 2: TABLEAUX STATISTIQUES

Tab 5: Nombre de projets/programmes selon la Structure du SSN et la source de financement (entièrement financé par Gouvernement, entièrement financé par Partenaires, co-financé par Gouvernement et Partenaires (2015-2017)

	Projets financés en 2015			Projets financés en 2016			Projets financés en 2017	
	Financé par ETAT et BAILLEUR	Financé par ETAT	Financé par BAILLEUR	Financé par ETAT et BAILLEUR	Financé par ETAT	Financé par BAILLEUR	Financé par ETAT et BAILLEUR	Financé par BAILLEUR
	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif
DECS/ MASEF	0	0	0	0	0	0	0	1
Direction de l'Aménagement des Ressources et des Etudes & observatoire	1	0	0	1	0	0	1	0
Direction de l'Observatoire du CSA	0	0	1	0	0	1	0	1
Direction de l'Aménagement des Ressources et des Etudes & observatoire	0	0	0	0	0	0	0	1
Direction de l'Observatoire du CSA	1	0	0	1	0	0	1	0
Direction de l'Aménagement des Ressources et des Etudes & observatoire	2	2	2	0	3	2	3	3
Direction de l'Observatoire du CSA	4	2	3	2	3	3	5	6

Source: Enquête CRESS

Tab 5 bis: Nombre de projets/programmes selon la Structure du SSN et la source de financement (entièrement financé par Gouvernement, entièrement financé par Partenaires, co-financé par Gouvernement et Partenaires(2018-2020)

	Projets financés en 2015			Projets financés en 2016			Projets financés en 2017		
	Financé par ETAT et BAILLEUR	Financé par ETAT	Financé par BAILLEUR	Financé par ETAT et BAILLEUR	Financé par ETAT	Financé par BAILLEUR	Financé par ETAT et BAILLEUR	Financé par BAILLEUR	Financé par BAILLEUR
	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif
DECS/ MASEF	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Direction de l'Aménagement des Ressources et des Etudes & observatoire	1	0	0	1	0	0	1	0	0
Direction de l'Observatoire du CSA	0	0	1	0	0	1	0	0	1
Direction de l'Aménagement des Ressources et des Etudes & observatoire	0	0	1	0	0	1	0	0	0
Direction de l'Observatoire du CSA	1	0	0	1	0	0	1	0	0
Direction de l'Aménagement des Ressources et des Etudes & observatoire	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Direction de l'Observatoire du CSA	1	1	2	2	0	3	1	0	1
Total	3	2	5	4	0	5	3	0	2

Source: Enquête CRESS

Tab 9: Projets statistiques financés par les Partenaires selon le secteur statistique (un projet peut être concerné par plusieurs secteurs statistiques) 2015-2017

Nom du projet	Statistiques démographiques et sociales	Statistiques économiques et sectorielles	Statistiques environnementales et multi-domaine	Recensements et enquêtes	Collecte, traitement, diffusion et analyse de données	Stratégie et management des instituts statistiques	montant prévu PTF en 2015	montant reçu PTF en 2015	montant prévu PTF en 2016	montant reçu PTF en 2016	montant prévu PTF en 2017	montant reçu PTF en 2017	Montant prévu 2015-2017 (A)	Montant reçu 2015-2017 (B)	taux de décaissement (B)/(A)
4ème RGPH	1	0	0	1	1	0	-	-	-	-	296,000	296,000	296,000	296,000	100
DECSS MASEF IDISA	1	1	0	0	1	0	-	-	-	-	715,980	572,784	715,980	572,784	80
ECOAGRIS	1	1	1	1	1	0	-	-	-	-	16,816,280	-	16,816,280	-	0
EDUCATION RECENSEMENT SCOLAIRE	1	0	0	1	1	0	3,500,000	3,500,000	3,500,000	3,500,000	3,500,000	3,500,000	10,500,000	10,500,000	100
ENQUETE EMPLOI	1	1	0	1	1	0	-	-	-	-	7,490,000	7,490,000	7,490,000	7,490,000	100
Enquete suivi de la situation alimentaire des menages	1	1	0	1	1	0	3,986,410	3,986,410	2,055,646	2,055,646	4,424,040	4,424,040	10,466,096	10,466,096	100
EPCV 2014	1	0	0	1	1	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES DU SSN	1	1	0	1	1	1	-	-	658,025	658,025	2,906,468	2,906,468	3,564,493	3,564,493	100
MICS5 2015-2016	1	0	0	1	1	0	30,000,000	30,000,000	-	-	-	-	30,000,000	30,000,000	100
Migration vers DHIS2 et renforcement RH	1	1	0	0	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mise en place d'un SIS spécifique au pilote de financement b	1	1	0	0	1	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PASP, Projet d'Appui au Secteur de la Pêche	0	1	1	1	1	1	49,786,200	29,286,000	182,062,100	165,511,000	465,387,000	429,588,000	697,235,300	624,385,000	90
Registre social	1	0	0	1	1	0	-	-	-	-	4,849,471	4,849,471	4,849,471	4,849,471	100
RENOVATION INPC	0	1	0	0	1	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
REVISION DES COMPTES NATIONAUX	0	1	0	1	1	0	-	-	-	-	5,000,000	5,000,000	5,000,000	5,000,000	100
SWEDD	1	0	0	1	1	0	-	-	-	-	9,900,000	9,900,000	9,900,000	9,900,000	100
TFSCB BANQUE MONDIALE	0	1	0	0	1	1	4,778,538	4,778,538	7,484,738	7,484,738	-	-	12,263,276	12,263,276	100
TOTAL	13	11	2	12	17	4	92,051,148	71,550,948	195,760,509	179,209,409	521,285,239	468,526,763	809,096,896	719,287,120	89

Source: Enquête CRESS

Tab 11: Projets statistiques financés par le Gouvernement selon le secteur statistique (2015-2017)

Nom du projet	Statistiques démographiques et sociales	Statistiques économiques et sectorielles	Statistiques environnementales et multi-domaine	Recensements et enquêtes	Collecte, traitement, diffusion et analyse de données	Stratégie et management des instituts statistiques	montant prévu ETAT en 2015	montant reçu ETAT en 2015	montant prévu ETAT en 2016	montant reçu ETAT en 2016	montant prévu ETAT en 2017	montant reçu ETAT en 2017	Montant prévu 2015-2017 (A)	Montant reçu 2015-2017 (B)	taux de décaissement (B)/(A)
4 EME RGPH 2013	1	0	0	1	1	0	6,000,000	6,000,000	-	-	-	-	6,000,000	6,000,000	100
DECSS MASEF IDISA	1	1	0	0	1	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECOAGRIS	1	1	1	1	1	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EDUCATION RECENSEMENT SCOLAIRE	1	0	0	1	1	0	400,000	400,000	400,000	400,000	400,000	400,000	1,200,000	1,200,000	100
ENQUETE EMPLOI	1	1	0	1	1	0	-	-	7,000,000	7,000,000	-	-	7,000,000	7,000,000	100
Enquete suivi de la situation alimentaire des menages	1	1	0	1	1	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EPCV 2014	1	0	0	1	1	0	10,000,000	10,000,000					10,000,000	10,000,000	100
FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES DU SSN	1	1	0	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MICS5 2015-2016	1	0	0	1	1	0	5,000,000	5,000,000	-	-	-	-	5,000,000	5,000,000	100
Migration vers DHIS2 et renforcement RH	1	1	0	0	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mise en place d'un SIS spécifique	1	1	0	0	1	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PASP, Projet d'Appui au Secteur de la Pêche	0	1	1	1	1	1	2,000,000	2,000,000	1,500,000	1,500,000	1,500,000	1,500,000	5,000,000	5,000,000	100
Registre social	1	0	0	1	1	0	-	-	-	-	420,900	420,900	420,900	420,900	100
RENOVATION INPC	0	1	0	0	1	0	10,000,000	10,000,000	6,000,000	6,000,000	-	-	16,000,000	16,000,000	100
REVISION DES COMPTES NATIONAUX	0	1	0	1	1	0	-	-	3,000,000	3,000,000	9,500,000	9,500,000	12,500,000	12,500,000	100
SWEDD	1	0	0	1	1	0	-	-	-	-	1,500,000	1,500,000	1,500,000	1,500,000	100
TFSCB BANQUE MONDIALE	0	1	0	0	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	17	11	2	12	17	4	33,400,000	33,400,000	17,900,000	17,900,000	13,320,900	13,320,900	64,620,900	64,620,900	100

Source: Enquête CRESS

Tab 10: Projets statistiques futurs dont le financement est prévu par les PTF selon le secteur statistique (un projet peut être concerné par plusieurs secteurs statistiques) 2018-2020

Nom du projet	Statistiques démographiques et sociales	Statistiques économiques et sectorielles	Statistiques environnementales et multi-domaine	Recensements et enquêtes	Collecte, traitement, diffusion et analyse de données	Stratégie et management des instituts statistiques	montant prévu par PTF en 2018	montant prévu par PTF en 2019	montant prévu par PTF en 2020	Total 2018-2020
agr	1	0	0	0	1	0	-	-	-	-
ECOAGRIS	1	1	1	1	1	1	1,261,221	840,814	-	2,102,035
EDSM 2018- 2020	1	0	0	1	1	0	76,202,937	60,201,387	49,533,687	185,938,011
Enquete suivi de la situation alimentaire des menages	1	1	0	1	1	0	6,400,620	6,400,620	6,400,620	19,201,860
EPCV 2019- 2020	1	1	1	1	1	0	-	32,003,100	-	32,003,100
ETUDE APPROFONDIE SUR LA PROBLEMATIQUE DE LA SOUS-DECLARATION DES EVENEMENT VITEAUX PAR LES FEMMES EN AGE DE PROCREER	1	0	0	0	0	0	1,200,000	-	-	1,200,000
FORMATION ET RENFORCEMENT CAPACITE SSN	1	1	0	1	1	1	1,259,121	-	-	1,259,121
Migration vers DHIS2 et Renforcement des RH	1	1	0	0	1	1	-	-	-	-
PASP / PRAO-RIM	0	1	1	1	1	1	12,191,657	14,223,600	8,127,772	34,543,029
Programme du Pays du PNUD Pour la Mauritanie	0	1	0	0	0	0	1,884,627	2,666,925	-	4,551,552
recensement scolaire	1	0	0	1	1	0	3,500,000	3,500,000	3,500,000	10,500,000
REFORME INSTITUTIONNEL DE L'ONS	0	0	0	0	0	1	-	5,333,850	-	5,333,850
REGISTRE SOCIALE 2020	1	0	0	1	1	0	5,208,600	4,458,000	3,351,000	13,017,600
RENOVATION DU PIB ET MIGRATION VERS SCN 2008 (SUITE)	0	1	0	1	1	0	-	-	-	-
RGPH 5	1	0	0	1	1	0	-	3,911,490	-	3,911,490
TOTAL	11	8	3	10	12	5	109,108,783	133,539,786	70,913,079	313,561,648

Source: Enquête CRESS

Tab 12: Nombre de projets statistiques dont le financement est prévu par le Gouvernement selon le secteur statistique (2018-2020)

Nom du projet	Statistiques démographiques et sociales	Statistiques économiques et sectorielles	Statistiques environnementales et multi-domaine	Recensements et enquêtes	Collecte, traitement, diffusion et analyse de données	Stratégie et management des instituts statistiques	montant prévu par Etat en 2018	montant prévu par Etat en 2019	montant prévu par Etat en 2020	Total 2018-2020
agr		0	0	0	1	0	16,661,700			16,661,700
ECOAGRIS		1	1	1	1	1				-
EDSM 2018- 2020		0	0	1	1	0				-
Enquête suivi de la situation alimentaire des ménages		1	0	1	1	0				-
EPCV 2019- 2020		1	1	1	1	0	-	35,000,000		35,000,000
ETUDE APPROFONDIE SUR LA PROBLEMATIQUE DE LA SOUS-DECLARATION DES EVENEMENT VITEAUX PAR LES FEMMES EN AGE DE PROCREER		0	0	0	0	0				-
FORMATION ET RENFORCEMENT CAPACITE SSN		1	0	1	1	1				-
Migration vers DHIS2 et Renforcement des RH		1	0	0	1	1				-
PASP / PRAO-RIM		1	1	1	1	1	12,000,000	14,000,000	8,000,000	34,000,000
Programme du Pays du PNUD Pour la Mauritanie		1	0	0	0	0				-
recensement scolaire		0	0	1	1	0	400,000	400,000	400,000	1,200,000
REFORME INSTITUTIONNEL DE L'ONS		0	0	0	0	1	-			-
REGISTRE SOCIALE 2020		0	0	1	1	0	1,500,000	936,578	704,000	3,140,578
RENOVATION DU PIB ET MIGRATION VERS SCN 2008 (SUITE)		1	0	1	1	0	3,000,000			3,000,000
RGPH 5		0	0	1	1	0		-		-
TOTAL	11	8	3	10	12	5	33,561,700	50,336,578	9,104,000	93,002,278

Source: Enquête CRESS

Tab 20 bis: Financement par le Gouvernement 2015-2017 (Montants en MRU)

	2015			2016			2017		
	Budget prévisionnel annuel de votre structure pour les statistiques (budget courant/ régulier de fonctionnement et d'investissement) (Loi de Finances)	Budget prévisionnel annuel des projets/programmes non réguliers / non récurrents / spéciaux	Total budget prévisionnel (courant + programmes)	Budget prévisionnel annuel de votre structure pour les statistiques (budget courant/ régulier de fonctionnement et d'investissement) (Loi de Finances)	Budget prévisionnel annuel des projets/programmes non réguliers / non récurrents / spéciaux	Total budget prévisionnel (courant + programmes)	Budget prévisionnel annuel de votre structure pour les statistiques (budget courant/ régulier de fonctionnement et d'investissement) (Loi de Finances)	Budget prévisionnel annuel des projets/programmes non réguliers / non récurrents / spéciaux	Total budget prévisionnel (courant + programmes)
DECS/ MASEF	500,000	-	500,000	500,000	-	500,000	300,000	-	300,000
Direction de l'Aménagement des Ressources et des Etudes & Obs	7,500,000	2,000,000	9,500,000	7,500,000	1,500,000	9,000,000	7,500,000	1,500,000	9,000,000
Direction de l'Observatoire du CSA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DSIA	13,800,000	-	13,800,000	13,800,000	-	13,800,000	14,700,000	-	14,700,000
DSPC MEN	1,000,000	400,000	1,400,000	1,000,000	400,000	1,400,000	1,000,000	400,000	1,400,000
Observatoire de l'Emploi à l'ANAPEJ	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Office national de la Statistique	43,695,887	31,000,000	74,695,887	38,872,199	16,000,000	54,872,199	43,552,800	11,420,000	54,972,800
SNIS	2,500,000	-	2,500,000	2,500,000	-	2,500,000	2,500,000	-	2,500,000
Total	68,995,887	33,400,000	102,395,887	64,172,199	17,900,000	82,072,199	69,552,800	13,320,000	82,872,800

Source: Enquête CRESS

Tab 20 bis: Financement par le Gouvernement 2015-2017 (Montants en MRU)

	2015			2016			2017		
	Budget exécuté des projets et programmes non réguliers/non récurrents/ spéciaux exécutés	Budget courant/régulier exécuté (Montant en MRU)	Total budget exécuté (Courant + Programmes)	Budget exécuté des projets et programmes non réguliers/non récurrents/ spéciaux exécutés	Budget courant/régulier exécuté (Montant en MRU)	Total budget exécuté (Courant + Programmes)	Budget exécuté des projets et programmes non réguliers/non récurrents/ spéciaux exécutés	Budget courant/régulier exécuté (Montant en MRU)	Total budget exécuté (Courant + Programmes)
DECS/ MASEF	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Direction de l'Aménagement des Ressources et des Etudes & Obs	2,000,000	7,275,000	9,275,000	1,500,000	6,900,000	8,400,000	1,500,000	7,125,000	8,625,000
Direction de l'Observatoire du CSA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DSIA	-	13,800,000	13,800,000	-	13,800,000	13,800,000	-	14,700,000	14,700,000
DSPC MEN	400,000	1,000,000	1,400,000	400,000	1,000,000	1,400,000	400,000	1,000,000	1,400,000
Observatoire de l'Emploi à l'ANAPEJ	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Office national de la Statistique	31,000,000	43,695,887	74,695,887	16,000,000	38,872,199	54,872,199	11,420,000	43,552,800	54,972,800
SNIS	-	2,500,000	2,500,000	-	2,500,000	2,500,000	-	2,500,000	2,500,000
Total	33,400,000	68,270,887	101,670,887	17,900,000	63,072,199	80,972,199	13,320,000	68,877,800	82,197,800

Source: Enquête CRESS

Tab 20 bis: Financement par le Gouvernement 2015-2017 (Montants en MRU)

	2015-2017	2015-2017	2015-2017	2015-2017	2015-2017	2015-2017	2015-2017
	Total Budget prévisionnel	Total budget exécuté	Taux d'exécution	Total budget prévisionnel courant	Total budget prévisionnel projets	Total budget Exécuté courant	total budget exécuté projets
DECS/ MASEF	1,300,000	-	0	1,300,000	-	-	-
Direction de l'Aménagement des Ressources et des Etudes & Obs	27,500,000	26,300,000	96	22,500,000	5,000,000	21,300,000	5,000,000
Direction de l'Observatoire du CSA	-	-	-	-	-	-	-
DSIA	42,300,000	42,300,000	100	42,300,000	-	42,300,000	-
DSPC MEN	4,200,000	4,200,000	100	3,000,000	1,200,000	3,000,000	1,200,000
Observatoire de l'Emploi à l'ANAPEJ	-	-	-	-	-	-	-
Office national de la Statistique	184,540,886	184,540,886	100	126,120,886	58,420,000	126,120,886	58,420,000
SNIS	7,500,000	7,500,000	100	7,500,000	-	7,500,000	-
Total	267,340,886	264,840,886	99	202,720,886	64,620,000	200,220,886	64,620,000

Source: Enquête CRESS

Tab 24: financement des partenaires par source, nombre de projets et montant (période 2015-2017)
(Ce tableau permet de voir le classement des partenaires dans le financement)

Baillleurs	Nombre de projets	montant prévu	montant reçu	%
Banque Mondiale	10	699,886,282	630,678,497	87.7
IDA	3	34,861,765	31,219,250	4.3
UNICEF	1	30,000,000	30,000,000	4.2
PAM	3	10,466,096	10,466,096	1.5
BIT	1	7,490,000	7,490,000	1.0
FADES	1	5,000,000	5,000,000	0.7
Union Européenne	4	3,860,493	3,860,493	0.5
CEA / CENTRE AFRICAIN POUR LE GENRE	1	715,980	572,784	0.1
CILSS	1	16,816,280	-	0.0
TOTAL		809,096,896	719,287,120	100

Source: Enquête CRESS